



**AgEcon** SEARCH  
RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

*The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library*

**This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.**

**Help ensure our sustainability.**

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

[aesearch@umn.edu](mailto:aesearch@umn.edu)

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

*No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.*

---

## Organisation et niveaux d'équipement d'espace multinational animé par une forte armature urbaine ; le cas des pays du Rhin supérieur

G. Wackermann

### Résumé

Dans une région où la pression économique est relativement élevée, l'intervention des diverses catégories sociales, regroupées au sein d'associations régionales, a déclenché depuis peu une prise de conscience pour sauvegarder l'espace rural. Les ruraux sont désormais soutenus par les urbains et une nouvelle éthique se manifeste ainsi. On examine ici comment, d'un côté comme de l'autre de la frontière du Rhin, s'organisent et se prennent les décisions, autour des capitales régionales multipolaires, source de déséquilibre dans l'utilisation de l'espace.

### Abstract

The use of space on both sides of the Rhine - In a region where economic pressure is quite strong the action of various social categories forming regional associations has recently given rise to a greater awareness of the need to safeguard rural space. Country-dwellers are now supported by town-dwellers and a new ethical attitude is emerging. Here we examine how decisions are organized and taken on both sides of the Rhine, around multipolar regional capitals which are themselves a source of imbalance in the use of space.

---

### Citer ce document / Cite this document :

Wackermann G. Organisation et niveaux d'équipement d'espace multinational animé par une forte armature urbaine ; le cas des pays du Rhin supérieur. In: Économie rurale. N°120, 1977. Le devenir de l'espace rural - deuxième partie. pp. 3-10;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1977.2499>

[https://www.persee.fr/doc/ecoru\\_0013-0559\\_1977\\_num\\_120\\_1\\_2499](https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1977_num_120_1_2499)

---

Fichier pdf généré le 08/05/2018

# ORGANISATION ET NIVEAUX D'ÉQUIPEMENT D'ESPACE MULTINATIONAL ANIMÉ PAR UNE FORTE ARMATURE URBAINE LE CAS DES PAYS DU RHIN SUPÉRIEUR

Gabriel WACKERMANN

UER de Géographie - Strasbourg

Dans une région où la pression économique est relativement élevée, l'intervention des diverses catégories sociales, regroupées au sein d'associations régionales, a déclenché depuis peu une prise de conscience pour sauvegarder l'espace rural. Les ruraux sont désormais soutenus par les urbains et une nouvelle éthique se manifeste ainsi. On examine ici comment, d'un côté comme de l'autre de la frontière du Rhin, s'organisent et se prennent les décisions, autour des capitales régionales multipolaires, source de déséquilibre dans l'utilisation de l'espace.

## THE USE OF SPACE ON BOTH SIDES OF THE RHINE

*In a region where economic pressure is quite strong the action of various social categories forming regional associations has recently given rise to a greater awareness of the need to safeguard rural space. Country-dwellers are now supported by town-dwellers and a new ethical attitude is emerging. Here we examine how decisions are organized and taken on both sides of the Rhine, around multipolar regional capitals which are themselves a source of imbalance in the use of space.*

L'espace rural du Rhin Supérieur, avec ses villages, ses paysages, façonnés d'abord par les agriculteurs eux-mêmes, est à présent de plus en plus soumis aux pressions non-agricoles. Les multiples contraintes nouvelles, dues aux profondes mutations entraînées par l'ère post-industrielle, se superposant à l'âge industriel souvent inachevé dans ces régions, ont contribué à bousculer les rapports avec le monde urbain, la nature de la vie relationnelle « interne », la hiérarchie des fonctions, la conception de la vie quotidienne.

Les transformations, imposées ou volontaires, posent aujourd'hui une problématique délicate, aux composantes économiques certes, mais aussi sociales et mentales, plus qu'on se plaît à le souligner parfois. Ainsi le chercheur se voit davantage aux prises avec un milieu dans lequel les phénomènes spatiaux toujours plus complexes exigent une approche à la fois appuyée sur une longue histoire et sur une interprétation liée à une nouvelle vision du futur, en évolution permanente.

« ...le responsable sera... en face non plus des données recueillies systématiquement, mais des hommes, des problèmes concrets dans toute leur complexité et leurs interdépendances... ce qui compte pour comprendre les hommes et leur es-

pace, ce ne sont pas tant les éléments qui peuvent les caractériser que la manière dont ceux-ci sont associés en systèmes évolutifs » (1).

S'inspirant du récent acquis des sciences sociales dans leur ensemble, le géographe ruraliste est désormais tenu à scruter les moindres signes (fréquemment « invisibles ») de l'évolution en cours, tant dans les tendances inspiratrices des plans d'aménagement que dans celles qui habitent les ruraux selon les vicissitudes et les satisfactions journalières.

Les pays frontaliers du Rhin Supérieur, — Alsace, Palatinat méridional, Bade, Suisse du Nord-Ouest, — constituent un cas intéressant d'espaces ruraux physiquement analogues, aux structures anciennes relativement similaires, mais marqués par des différenciations politiques, économiques, sociales et culturelles récentes. Animés par un semis urbain particulièrement dense (2), fortement hiérarchisé, ils s'insèrent dans un milieu économique à haut niveau d'expansion, fondé sur une démographie vigoureuse et sur des activités très diversifiées. L'armature urbaine, jadis condi-

(1) cf. BONNAMOUR (J.) : « Géographie rurale - méthodes et perspectives », éd. ; Masson, Paris, 1973, p. 39.

(2) Deux tiers à trois quarts des habitants sont des citadins.

tionnée par l'activité rurale, — surtout agricole, — détermine aujourd'hui en grande partie l'évolution de ce monde rural quelque peu « éclaté » sous la poussée d'éléments extérieurs toujours plus nombreux et plus puissants. Malgré certains traits communs, les tracés frontaliers délimitent aujourd'hui des espaces ruraux hétérogènes, tant par leur système d'organisation que par le niveau de leurs équipements. L'ouverture réciproque progressive des Etats du Rhin, tout en harmonisant certaines conditions de l'évolution, accentue aus-

si l'esprit de compétition dans bien des domaines et renforce les disparités. Les aspects proprement économiques n'ont cependant pas toujours l'importance déterminante qu'on leur attribue couramment : le poids des mentalités, aux nombreuses facettes, apparaît de façon constante dans les nouvelles articulations spatiales, modifiant parfois sensiblement les orientations imaginées par les décideurs publics ou provoquant des déséquilibres que des réformes considérées comme rationnelles se proposaient d'éviter.

## I — SOURCES DE DOCUMENTATION ET PISTES D'OBSERVATION

En dehors de la présentation rapide d'une heureuse initiative relative à l'harmonisation des statistiques en matière internationale, les indications qui suivent n'ont pas de prétention bibliographique. Il s'agit plutôt d'un certain nombre de réflexions sur l'orientation de la recherche en dehors des références proprement universitaires.

### A) Une ébauche d'outil statistique international

Les pays du Rhin Supérieur bénéficient depuis quelques années d'une ébauche d'outil statistique international (3), destinée à favoriser les études comparées, compte tenu des nombreux contacts entrepris par les organismes régionaux d'aménagement concernés des trois Etats, — France, Confédération Helvétique, République Fédérale d'Allemagne, — en vue d'une meilleure coordination des efforts de développement.

Ainsi l'évolution démographique générale par commune peut être cernée depuis les années soixante ; l'excédent naturel et le solde migratoire sont perceptibles pour la décennie de 1960 à 1970 ; parmi les résidences principales, on distingue celles construites jusqu'en 1949 et celles réalisées depuis cette date. Les salles d'eau ne sont toutefois indiquées que pour 1968-1970. Les secteurs d'activité scolaire et professionnelle n'apparaissent pas dans leur évolution, mais à des dates correspondant au dernier recensement, différent selon chaque Etat. Les données susceptibles, fragmentaires et trop globales, ne favorisent guère une analyse fine des transformations en cours. Elles méritent néanmoins d'être signalées, car leur publication a nécessité une importante mise au point terminologique, sans laquelle les comparaisons seraient demeurées aléatoires. La poursuite de ces travaux et leur éventuelle extension à d'autres régions frontalières aboutiraient sans doute à une harmonisation plus rapide

de l'appareil statistique européen. Relevons cependant une attitude très éclairante des Etats à haute conjoncture économique : les circonscriptions rhénanes de la RFA et de la Suisse insistent bien davantage sur l'initiative en question que les responsables français ; ce sont elles aussi qui ont donné l'impulsion initiale à l'élaboration des documents.

En attendant, malgré l'importance de leur volume, les chiffres réunis par les offices publics de statistiques, — plus « régionalisés » en Allemagne Fédérale qu'en France ou en Suisse, — ne doivent être utilisés qu'avec prudence, leur signification variant parfois d'un Etat à l'autre.

Les différences de contenu sont encore plus accusées dans les tableaux numériques diffusés par les autres administrations. Une critique statistique systématique s'impose donc avant chaque comparaison ; les réflexions, livrées par les chercheurs aux responsables administratifs des régions frontalières, contribuent souvent, de nos jours, à accélérer la normalisation internationale de l'appareil statistique, ces responsables entretenant actuellement des relations assez suivies.

### B) L'apport des organismes d'aménagement

L'existence, depuis une vingtaine d'années, d'organismes régionaux d'aménagement, — publics ou reconnus d'utilité publique, — permet désormais au chercheur d'avoir recours à une masse imposante de renseignements. Le recul aidant, la politique menée par ces institutions peut être utilement examinée sous un angle critique (4) : les problèmes du monde rural, les orientations successives et les inévitables contradictions des programmes d'action apparaissent clairement, à la lumière notamment de l'analyse des enquêtes préalables, des motivations initiales, du jeu des forces politiques, des prises de position socio-professionnelles, des transforma-

(3) Cf. deux publications éditées conjointement par l'INSEE (Alsace et Franche-Comté), l'Eidgenössisches Statistisches Amt (Confédération Helvétique) et les Statistische Landesämter de Bade-Wurtemberg, Hesse et Rhénanie-Palatinat : — « Statistiques sur le territoire compris entre les Vosges, le Jura et la Forêt Noire » 1972 — « Statistiques communes aux régions du Rhin Supérieur » 1976).

(4) Nous sommes en train de préparer une publication sur l'évolution comparée des diverses politiques d'aménagement et de leurs conséquences dans l'ensemble de l'espace rhénan, depuis le début du XX<sup>e</sup> siècle.

tions techniques, des modifications de structure des entreprises, des changements de niveaux et de genres de vie, des nouveaux impératifs culturels ou de la mutation progressive des conceptions de vie.

L'intérêt de cette rétrospective se trouve, bien entendu, renforcé par les décalages chronologiques entre les initiatives prises dans les Etats, par les différences entre les systèmes politiques et administratifs, par le développement inégal des conditions économiques, sociales et culturelles. En République Fédérale d'Allemagne, par exemple, l'aménagement régional du territoire a été plus précoce et plus poussé qu'en France ou en Suisse. En pays de Bade, trois « communautés de planification » (« Planungsgemeinschaften ») se partagent les tâches de collecte des renseignements, de réflexion et de proposition ; le seul Palatinat méridional dispose d'un organisme d'aménagement, alors qu'en Suisse il n'existe toujours pas de véritable organe coordinateur au niveau de ce que les spécialistes appellent la région du nord-ouest, bien que l'Association de la « Regio Basiliensis », à vocation interfrontalière, joue en fait un rôle de catalyseur. En France, par contre, l'Alsace relève toute entière de l'OEDA (Organisation d'Etudes, de Développement et d'Aménagement), dont le siège est à Strasbourg, mais qui doit tenir compte d'une autre organisme, l'ADIRA (Association de Développement et d'Industrialisation de la Région Alsace), localisée à Colmar, avec une antenne à Strasbourg, et du Comité d'Expansion Haut-Rhinois établi à Mulhouse (5).

Le nombre même de ces institutions, qui reflète d'ailleurs une activité et des besoins économiques importants, a favorisé la confrontation entre les responsables, une certaine prise de conscience des nécessités du monde rural et la mise en place d'équipements structurants nouveaux. La concertation s'avère cependant bien imparfaite, malgré la présence d'organes publics de coordination, tels que le CESA (Comité Economique et Social d'Alsace) et le Conseil Régional en France, le parlement et l'administration du Land en RFA, le gouvernement cantonal en Suisse. Les liens interfrontaliers tissés entre les dirigeants demeurant très lâches, aucune politique systématique n'ayant été définie, l'espace rural du Rhin Supérieur se présente d'une certaine façon comme un puzzle en matière d'organisation. Le chercheur ne peut donc pas se con-

(5) Cf e.a. : — pour l'Alsace : COYAUD (L.-M.) : « L'urbanisation des campagnes alsaciennes », dans la Revue « Elan », n°3-4/1976, Strasbourg. — Pour la Suisse du Nord-Ouest : GALLUSER (W.-A.) : « Struktur und Entwicklung ländlicher Räume der Nordwestschweiz », dans « Basler Beiträge zur Geographie », cahier 11, Bâle, 1970. — Pour le secteur allemand : Ministère de l'Alimentation, de l'Agriculture et de l'Environnement du Bade-Wurtemberg : « Dorfentwicklung-Grundsätze und Vorschläge zur Entwicklung ländlich geprägter Orte », Stuttgart, 1976. — idem : « Schwarzwaldprogramm », Stuttgart.

tenter de contacter uniquement les organismes ; il lui faut entrer en relation personnelle avec chacun de leurs membres, d'autant plus que ceux-ci portent fréquemment « plusieurs casquettes » et constituent à eux seuls de véritables puissances, décidant à la fois pour les villes et les campagnes ou la montagne.

#### C) L'intérêt documentaire des organisations professionnelles

Comme les questions relatives au monde rural sont fortement tributaires de toutes les branches d'activité, les organisations professionnelles agricoles et non-agricoles, locales, sous-régionales et régionales, très nombreuses dans les Pays du Rhin Supérieur, — où l'on en compte plus de huit cents, — ne peuvent être négligés par le ruraliste. Les groupements d'agriculteurs, d'artisans, de commerçants, d'industriels, de professions libérales, les syndicats de salariés, sont à même, par leurs gazettes, leurs brochures, leurs études spéciales, — parfois entreprises par des universitaires —, par leur représentation régionale ou locale, d'offrir de précieux renseignements sur leur conception de l'espace rural, de son évolution et, même, de son passé. L'exploitation de cette documentation nécessite, il est vrai, une perspicacité renforcée, les positions prises étant fondées sur des intérêts plus catégoriels, mais le contact direct avec les préoccupations quotidiennes, les situations conflictuelles, les heurts et les chocs sociaux s'avèrent extrêmement enrichissant. Ce procédé d'investigation, s'il ne permet pas de découvrir le rural dans la profondeur de son être, facilite l'analyse des intérêts corporatifs, des groupes de pression et des décisions, des transferts d'influence, des politiques locales. Il s'avère indispensable, parce que, quantitativement et surtout qualitativement, il améliore la connaissance d'un milieu rural en pleine effervescence, malgré les apparences ; il contribue également à mieux expliquer les différences de développement de part et d'autre des tracés frontaliers, les organisations professionnelles n'ayant pas partout un comportement identique, même sur un espace multinational aussi réduit et dans des régions aussi proches historiquement, ni même à l'intérieur de chacun des Etats.

Mais d'autres influences, tout aussi déterminantes et diversificatrices, doivent retenir l'attention du géographe. Nous nous y arrêterons un instant.

#### D) Les apports divers

L'espace rural du Rhin Supérieur subit l'empreinte, — localement et régionalement, — de quelque quatre mille associations, mouvements et institutions disposant d'un comité de direction : associations confessionnelles, culturelles,

familiales, récréatives, sportives ; mouvements et institutions de jeunes ou du troisième âge ; groupements de défense de l'environnement et de la qualité de la vie ; sections politiques ou civiques. Par ailleurs, les caisses d'épargne, notamment les caisses mutuelles de dépôts et de prêts en Alsace, issues depuis l'Annexion des caisses « Raiffeisen », très actives en Pays de Bade et au Palatinat, le crédit agricole, ne drainent pas uniquement l'argent, mais assurent des fonctions de conseil, de publicité, de placement, de loisirs, voire de tourisme. Leur influence souvent considérable dans le choix des ruraux, — particuliers et collectivités, — soit en matière d'investissement, soit en matière de course au confort ou à l'évasion, mérite une étude approfondie. Leurs gérants ou membres du comité de gestion ne négligent pas les occasions de se placer sur orbite politique, renforçant ainsi le pouvoir de l'institution.

Dans les villages, les enseignants et le clergé ont encore un rayonnement certain ; mais tandis que les premiers jouent surtout un rôle moteur auprès des jeunes, les seconds constituent souvent un frein social auprès des adultes ayant dépassé la cinquantaine, notamment en

Allemagne et en Suisse. Les conseils municipaux, au sein desquels les diverses générations et catégories socio-professionnelles s'affrontent avec plus ou moins de vigueur, selon les intérêts en jeu, attisés par des appétits urbains, pourraient susciter un regain de faveur de la géographie politique, trop consacrée aux grands courants politiques nationaux et régionaux alors qu'une meilleure connaissance des mécanismes électoraux locaux, notamment dans cet espace inter-frontalier où la nuance importe beaucoup, améliorerait les programmes d'aménagement et éviterait de nombreux échecs dus à une conception schématique de l'organisation de l'espace. En effet, à travers l'observation fine du fonctionnement municipal dans les communes rurales, se révèlent les éléments susceptibles de permettre de mieux cerner les véritables problèmes posés aux individus, aux familles, aux ménages. Des enquêtes et sondages appropriés, où le niveau des entretiens est un critère social en soi, peuvent alors déceler les dominances réelles, que ni la presse écrite, ni la presse parlée, influencées elles-mêmes par des idéologies, des intérêts financiers et des partis pris, n'appréhendent avec suffisamment de clairvoyance.

## II — LES CONDITIONS DE L'ORGANISATION SPATIALE

### A) Le fait urbain

Marqué par un mouvement continu de concentration des exploitations agricoles et la forte régression du nombre de ses paysans, l'espace rural du Rhin Supérieur est dominé par une population non-agricole et par l'emprise urbaine qui se développe sensiblement d'une année à l'autre. Si les frontières font ressortir de nombreux éléments de différenciation, il convient toutefois de relever d'abord les tendances communes à ces pays densément peuplés et très actifs, obligés désormais de s'adapter aux nouvelles exigences du marché, aux choix opérés essentiellement depuis la ville, mais bénéficiant en revanche des avantages découlant de l'urbanisation.

**La capitale régionale ou le complexe urbain multipolaire régional** a été et demeure encore le principal catalyseur des transformations de l'espace rural. Equipée de services administratifs conséquents, nantie de pouvoirs de décision, dotée d'organismes d'impulsion politique, économique, financière, sociale, culturelle et publicitaire, la capitale régionale sait toujours attirer les responsables ruraux, en plein désarroi ou en quête d'influence, pour les associer à l'objectif primordial du rendement et de la mise en valeur intensive de l'ensemble des potentialités offertes. Les actions à profit immédiat, économique ou social,

donc aussi politique, ont été et sont encouragées les premières. La crise du monde agricole, puis du monde rural dans son ensemble, d'abord technique et démographique, ayant pesé lourdement sur les attitudes électorales, les solutions apportées sont caractérisées par le souci de créer des ressources de remplacement : industries rurales, mais surtout urbaines, déclenchant un mouvement migratoire d'une ampleur inconnue jusqu'alors ; concentration des moyens de production agricole en vue d'une commercialisation générale aboutissant à une plus grande dépendance urbaine, demandant une formation suivie, impliquant l'appel au crédit et la réorientation d'un bon nombre d'agriculteurs vers d'autres secteurs d'activité ; amélioration de l'habitat rural, de l'équipement ménager, du confort en général, réanimant ainsi l'artisanat et le commerce dans les villages ; construction d'écoles, de bâtiments publics divers, assainissement, aménagement d'équipements culturels récréatifs, hôteliers et touristiques, création d'infrastructures routières, de chemins vicinaux, — souvent en liaison avec le remembrement, — mesures propices au redéploiement des entreprises de génie civil et à la distribution de marchés alléchants où la connivence des élus politiques, des administrations centrales et des hommes d'affaires explique de très nombreuses réalisations.

**L'armature urbaine se renforce** : C'est aussi à partir des grands pôles régionaux que se renforce l'**armature urbaine**. Les décideurs ne manquent pas d'associer à leurs projets les villes moyennes, puis les petites cités, qui ne tardent pas à réclamer leur part du gâteau, les effets d'une centralisation excessive provoquant des disparités trop considérables ; là encore la « peur » électorale accélère le mouvement : villes moyennes et petites deviennent progressivement des relais du centre principal, renforcent par l'amélioration de leurs équipements structurants et de leurs fonctions, par l'association étroite des initiatives publiques et des intérêts privés, les possibilités de développement de l'espace rural, freinent l'exode des autochtones et favorisent l'implantation de nouveaux arrivants ; la durée moyenne des migrations quotidiennes de travail est réduite ; les services tertiaires, plus proches, accélèrent l'urbanisation des campagnes.

Par ailleurs, l'augmentation des revenus du monde rural, la mécanisation et la motorisation générales, la construction ou la modernisation de nombreux logements, l'équipement mobilier, électro-ménager, sonore, audio-visuel, photographique, cinématographique des particuliers et des collectivités, de meilleures habitudes alimentaires et vestimentaires, l'achat de machines de jardinage, étouffent le commerce et l'artisanat des **bourgs-centres**, de même que leurs services après-vente ; la décentralisation de l'enseignement secondaire, l'introduction de maisons de jeunes et de la culture aidant, ces pôles ruraux, — auxquels s'intéressent davantage de petites industries de transformation, — de mieux en mieux reliés à leur zone de chalandise par des routes appropriées, des dessertes d'autocars et un réseau téléphonique plus dense, jouent un rôle équilibrant nouveau.

**La consommation d'espace s'accélère**. Les grandes villes ont cependant vite fait de créer des déséquilibres qui s'aggravent : les ruraux ne réussissent pas à maîtriser le sol, la **consommation d'espace**, conséquence de la mainmise souvent dévastatrice des grosses agglomérations urbaines, s'accélérait rapidement. Dans le seul Bas-Rhin, par exemple, un minimum de 800 hectares de terres rurales vont disparaître chaque année pour un usage non-agricole, ce qui dépasse la superficie moyenne d'un ban communal ; en moins de quinze ans, cette amputation de terres essentiellement agricoles sera supérieure à la superficie de la ville de Strasbourg. Or la plupart des réalisations envisagées concernent des zones industrielles et des bases de loisirs ; si ces dernières sont avant tout destinées aux citadins, les premières viennent accentuer l'excédent de surface d'accueil illusoire d'entreprises qui préfèrent s'établir à proximité des centres urbains.

La spéculation foncière atteint évidemment son optimum à proximité des grandes villes où les terrains de construction sont âprement recherchés, de même que les fermes villageoises. Mais un peu partout la terre à bâtir vaut au moins dix fois plus que la terre à usage agricole, ce qui contribue à faire préférer à bon nombre de paysans leur fonction de propriétaire à celle d'exploitant. Les promoteurs établis dans les villes importantes provoquent la surenchère. Dans les vallées montagnardes et sur les piedmonts, les résidences secondaires foisonnent et là encore les habitants des grosses agglomérations l'emportent.

## B) Niveaux d'équipement et esquisse d'une typologie

Une nouvelle typologie des espaces ruraux est née progressivement de ce mouvement somme toute peu cohérent, parce que, malgré les apparences, fondé davantage sur une politique du coup par coup et des privilèges urbains.

**Les équipements ruraux les plus nombreux, les plus denses et les plus élaborés** sont généralement localisés dans les secteurs entourant les grandes villes ou les villes moyennes les plus dynamiques, les zones viticoles mises à part où de petites villes particulièrement actives favorisent la vie de relation, les transactions commerciales, les relations politiques avec les institutions centrales régionales, voire nationales. Dans cet espace périurbain qui s'étend en Alsace jusqu'à une quinzaine de kilomètres en moyenne autour du noyau urbain, dans les régions allemandes et helvétique jusqu'à une vingtaine de kilomètres, les investissements privés et publics les plus importants datent de l'après-guerre et surtout des années soixante jusqu'à aujourd'hui.

**La situation se présente de façon moins favorable autour des autres villes** de la plaine et des cités placées à l'entrée des massifs montagneux. L'effort des collectivités locales et des services administratifs n'y a pas eu la même ampleur que dans les secteurs précédents ; ce n'est qu'à partir de 1965-1968 que les initiatives publiques et privées ont commencé à rattraper leur retard.

**Les secteurs les plus négligés** se situent en massif montagneux et généralement à l'écart des grands axes de circulation, c'est-à-dire aussi à proximité de villes, même moyennes, dont le développement n'a pas connu de succès importants jusqu'à ces dernières années ; les niveaux de vie des particuliers en ont souffert, l'offre d'emplois demeurant réduite et qualitativement faible. Les autorités régionales ont cependant doté ces secteurs, ça et là, d'équipements récréatifs et touristiques susceptibles d'améliorer pro-

gressivement le niveau de bien-être des populations rurales concernées. Les réserves ou parcs naturels, les zones protégées, prévues par endroits, renforcent toutefois davantage l'emprise urbaine qu'elles ne contribuent à résoudre les problèmes économiques locaux (6).

Cette structuration spatiale permet en fin de compte le classement de l'espace rural en **secteurs périurbains, les uns plus ou moins intégrés, les autres relativement détruits**, par suite de l'affaiblissement systématique de l'agriculture et l'utilisation d'une partie des terres agricoles pour l'aménagement de zones récréatives ou touristiques urbaines, et de zones industrielles dont la superficie s'avère souvent trop ambitieuse par rapport à la demande ou aux moyens mis à la disposition des communes par l'Etat, notamment en Alsace. Les **secteurs** plus ou moins **isolés** correspondent aux massifs forestiers et aux campagnes mal reliées aux pôles de croissance déterminants.

### C) Les différenciations nationales

L'évolution d'ensemble n'a pas connu le même rythme d'un Etat à l'autre, ni la même intensité. Si l'Alsace accuse généralement un retard de développement assez substantiel par rapport aux régions allemandes et helvétique voisines, les causes de ce décalage sont multiples.

**L'agriculture en Allemagne et en Suisse rhénanes fut insérée plus tôt qu'en Alsace dans de solides circuits de commercialisation** ; la formation des paysans, l'initiation aux méthodes modernes de gestion, le calcul des coûts de production et des seuils de rentabilité, dans ces deux premiers pays, ont été plus systématiques et plus précoces que dans le dernier. Bref, **l'urbanisation**

**des campagnes s'y est effectuée plus rapidement**, grâce à un réseau urbain bien organisé, aux villes plus peuplées et mieux équipées, parce que plus actives et offrant des services plus diversifiés. Cette situation a facilité le **renforcement de l'armature urbaine**, encouragé par une politique d'aménagement régional soutenue. Le régime fédéral ou confédéral a incontestablement favorisé cette avance. La prise en charge décentralisée des problèmes économiques et sociaux par des représentants élus munis d'importants pouvoirs de décision, est, dans le cas présent, stimulatrice d'initiatives, appuyées sur un crédit très régionalisé et un pouvoir financier des collectivités locales plus élevé qu'en France. Aussi l'espace rural de la plaine du Rhin connaît-il une **forte activité** : de nombreuses firmes urbaines ont implanté des établissements à la campagne ; la sous-traitance, orchestrée depuis les villes, dépasse largement le niveau alsacien ; la durée des migrations quotidiennes de travail a pu être abrégée ; l'artisanat et le petit commerce prospèrent ; le niveau de confort est supérieur en moyenne à celui des populations rurales alsaciennes qui cherchent parfois à améliorer leur situation en allant travailler comme frontaliers en Allemagne ou en Suisse. Des firmes allemandes et suisses s'intéressent par contre à l'industrie agricole alsacienne. Récemment encore une entreprise de fabrication d'aliments pour le bétail de Neuf-Brisach a été achetée par la chaîne d'import-export de céréales, dirigée depuis Hambourg par le magnat Alfred Toepfer, président de l'association des parcs naturels allemands et « mécène » culturel, y compris en Alsace. Les communes rurales alsaciennes subissent l'assaut de citadins allemands et suisses en quête de résidences secondaires ou de terrains de construction.

## III — LES REACTIONS RURALES

### A) Le constat

La société rurale, plus diversifiée que dans le passé, moins solidaire aussi, se rend compte, depuis les responsables jusqu'aux particuliers, de la **puissance urbaine** et du rôle déterminant des villes dans la décision économique, sociale ou culturelle, d'autant plus qu'il y a une trentaine d'années les citadins témoignaient une certaine indifférence non seulement aux villageois, mais aussi au capital foncier des campagnes au faire-

valoir direct prédominant. Encore assez xénophobe à l'égard des citadins, au lendemain de la Seconde Guerre Mondiale, elle reconnaît aujourd'hui le fait urbain comme une nécessité. Elle sait de plus en plus discerner les avantages procurés par l'urbanisation et acceptés d'abord sans grand esprit critique, des dangers d'une prise de pouvoir préjudiciable à son équilibre.

**La proximité de la frontière lui fournit l'occasion de nombreuses comparaisons**, peu fréquentes et mal vues avant « l'ouverture européenne ». Chaque catégorie socio-professionnelle, chaque type de commune, se situe aussi par rapport à ses homologues étrangers et non pas uniquement en fonction de sa dépendance urbaine. Ainsi les agriculteurs du secteur allemand du Lac de Constance, comme les paysans de l'Alsace méridio-

(6) Cf. WACKERMANN (G.) : « Pouvoir de décision et réaction des ruraux dans un espace frontalier pourvu de parcs naturels régionaux - Etude comparative du Palatinat méridional et des Vosges septentrionales », dans « Travaux du centre géographique d'études et de recherches rurales de l'Université de Poitiers », n° 8/1976, pp. 191-204. — Idem : « Le choc urbain sur le monde rural dans la genèse d'un parc naturel régional - Le cas des Vosges du Nord », « Revue Géographique de Lyon », 1976.

nale, s'irritent de ce que les agriculteurs suisses rachètent ou prennent en location une bonne part des terres disponibles, en faisant par ailleurs monter les prix ; le bénéfice réalisé par la vente de leurs propres terrains en Suisse à des sociétés de gravières qui paient le prix fort, leur permet d'augmenter leur surface d'exploitation. En Pays de Bade et dans le Palatinat méridional, la récente réforme communale destinée à obtenir des unités administratives rurales d'environ 5 000 habitants, n'a de loin pas réglé tous les problèmes locaux : l'industrialisation des campagnes ne progresse pas plus facilement pour autant et la concentration des équipements structurants, au nouveau chef-lieu, affaiblit les anciennes communes devenues en quelque sorte des « hameaux » intégrés à la « Grossgemeinde » (grande commune), qui provoque des transferts de résidence et attire les cadres supérieurs ou moyens. Cette expérience augmente la prudence des Alsaciens. Le président de la section haut-rhinoise de la fédération nationale des maires des communes rurales a déclaré en mai 1976 : « Nous ne voulons pas que nos villages perdent leur identité et leur âme. Nous nous opposons à toute fusion qui ne soit pas librement consentie, et à toute adhésion forcée à un district ou à une éventuelle commune cantonale. Nous pensons aussi qu'une collaboration intercommunale peut se faire sous forme de coopérative. Nous voulons être mieux représentés au conseil général, ...ne plus être des laissés pour compte dont les avis ne sont pas entendus ni même sollicités lorsque des décisions importantes sont prises ». Face à des électeurs plus clairvoyants et plus exigeants, informés et conseillés en outre par des groupes d'action civique aux liens interfrontaliers, les représentants de l'espace rural sont conduits à s'opposer, souvent à leur corps défendant, aux assauts urbains et technocratiques démesurés et au nivellement socio-culturel qui en résulte.

## B) Les propositions rurales

Depuis les années soixante-dix, il existe une plus grande solidarité entre l'action officielle des responsables ruraux et les aspirations des habitants. La réorientation, à partir de 1955-60 surtout des objectifs purement agricoles en préoccupations proprement rurales, effectuée grâce à des associations régionales et locales, l'intervention progressive des artisans, commerçants, ouvriers, cadres, professions libérales, des membres de l'enseignement et du clergé, en faveur de la sauvegarde de l'espace rural et de sa spécificité, ont contribué à susciter une **prise de conscience nouvelle**, parfois dramatisée, des impératifs actuels. De nombreux jeunes, ayant accédé aux études secondaires et supérieures, s'opposent davantage aux comportements routiniers des

édiles locaux et contribuent à parfaire l'expression politique inachevée des citoyens. La montée d'une génération de « troubadours » chantant la richesse du patrimoine local, suscitant la nostalgie des temps écoulés, regrettant le déclin de l'authenticité culturelle des villages, est très significative à cet égard.

Le contact interfrontalier accélère le mouvement : notre espace multinational étant de par sa constitution sujet à des consultations électorales politiques ou professionnelles quasi-permanentes, — il se passe chaque année « quelque chose » dans un Etat ou dans un autre, — l'opinion publique est tenue en éveil, parfois sensibilisée, mais toujours informée sur ce qui se déroule chez le voisin confronté à des problèmes analogues aux siens. La presse écrite et parlée, faisant écho aux groupes de pression, parle depuis quelque temps de la moindre montée de fièvre revendicative, les journalistes, souvent très progressistes, n'hésitant pas à s'opposer à l'occasion aux groupes financiers qui les dirigent. Une psychologie de « l'instant », de la journée-sensation à forte vibration sociale se répand ainsi, convertissant même en milieu urbain des milliers de particuliers inquiétés par la fragilité des équilibres spatiaux. Tandis que les villes organisent des liens interfrontaliers de plus en plus structurés, les campagnes sont réduites aux contacts individuels de travail et de loisirs, ainsi qu'aux actions ponctuelles.

**Les manifestations ponctuelles** des ruraux, désormais fréquemment soutenus par les citoyens, sont des signes évidents d'un mécontentement resté latent depuis un certain temps ou volontairement méconnu des décideurs publics. Ce sont elles qui ont récemment remis en cause la politique d'industrialisation rurale menée jusqu'à présent en refusant, par une action interfrontalière, les projets d'implantation d'entreprises fortement polluantes dans la plaine du Rhin. Les groupements écologiques, très actifs dans ces mouvements de contestation, s'appuient sur des études approfondies pour dénoncer les dégradations de l'environnement, la fragilité de la nappe phréatique, les menaces de l'industrie nucléaire et les inconvénients d'une industrialisation lourde trop importante dans la plaine du Rhin (7). Ils refusent les équipements touristiques en montagne trop nombreux et trop dispersés. Ils critiquent les nouveaux tracés de canaux et les plans autoroutiers voire les tarifs imposés en Alsace aux ruraux à l'entrée des péages. En dépit de certains excès, **les grandes lignes d'une nouvelle éthique de l'aménagement rural se précisent par des propositions d'action en profondeur.**

(7) Cf. Ministère Fédéral Allemand de l'Intérieur : « Umweltprobleme des Rheins », Ed. Heger, Bonn-Bad Godesberg, 1976.

L'espace rural n'est plus uniquement observé sous le seul angle de sa fonction de production ; la reconnaissance de son rôle écologique général, de sa fonction récréative, contribuent à sa lente réhabilitation et à sa nouvelle appréciation. Mais les tensions à l'intérieur des collectivités persistent et deviennent même plus âpres, l'actuelle discussion publique menaçant de gros intérêts privés et aboutissant à la formation de redoutables coalitions urbano-rurales qui poursuivent la spéculation sous toutes ses formes, qui se cachent derrière des paravents publicitaires sociaux.

La contestation continue néanmoins à s'imposer : elle demande des industries rurales à technologie avancée, procurant des emplois plus qualifiés aux jeunes mieux formés ; les industries à main d'œuvre perdent la faveur des nouvelles générations, dans la mesure où elles offrent trop d'emplois peu spécialisés et font appel à une proportion croissante de travailleurs étrangers ; de nombreux projets de réanimation commerciale ou artisanale et de rénovation de l'habitat sont mis sur pied ; en montagne, on demande la création de fermes d'utilité publique et une aide à la transhumance. Les forestiers eux-mêmes souhaitent que les déclarations d'utilité publique qui ne peuvent être attaquées que pendant un délai de deux mois, soient faites en dehors des vacances d'été, pour éviter la

pratique du fait accompli, les responsables à même d'apprécier étant partis en congé ; en Alsace, plusieurs contrats de pays sont en voie d'élaboration, l'un d'entre eux vient d'être signé. Le problème majeur réside cependant dans la fixation rapide des plans d'occupation du sol qui devraient en outre accompagner les opérations de remembrement, et dans un soutien financier aux agriculteurs, pour lutter de façon efficace contre l'anarchie du marché foncier.

\*  
\*\*

Les réflexions qui précèdent, fortement succinctes par le cadre qui leur est imparti, n'ont pas la prétention d'être exhaustives. Elles visent uniquement à mettre l'accent sur un certain nombre d'éléments de la dynamique rurale actuelle dans un espace à pression économique relativement élevée. Il faudrait sans nul doute, pour être plus complet, analyser chaque groupe professionnel dans ses relations avec son activité et celle des autres catégories de la population, suivre l'évolution de la stratification sociale, étudier le degré d'insertion et le poids des citadins exurbanisés dans les communautés villageoises, doser davantage les disparités interfrontalières et faire ressortir les difficultés suscitées par l'intégration économique européenne. Un document ultérieur précisera ces aspects.